



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOCACIL

122 route de Mulhouse
68540 Feldkirch

Références : 0006702338_2024_12_03_Locacil_ViSechAPMU
Code AIOT : 0006702338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement LOCACIL implanté 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch. L'inspection a été annoncée le 26/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Des contrôles réalisés le 30 mai et le 10 juin 2024 ont mis en évidence de nombreuses non-conformités au niveau de l'installation, ainsi que des conséquences de l'exploitation sur l'environnement (dissémination de déchets plastiques dans l'environnement proche de l'installation et dans le cours d'eau et les étangs situés en aval). Ces contrôles ont donné lieu à une mise en demeure et à un arrêté préfectoral imposant des mesures de remédiation et des diagnostics.

Un contrôle complémentaire, réalisé le 13 août 2024, n'avait permis de constater ni le retour à la conformité des installations, ni d'avancées significatives pour la réalisation des diagnostics prescrits.

Le contrôle du 3 décembre 2024 a pour objet de vérifier la mise en œuvre des actions prévues par l'arrêté du 26 juin 2024 portant prescriptions complémentaires à la société LOCACIL située 122 route de Mulhouse à Feldkirch, de la réalisation d'un diagnostic complémentaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOCACIL
- 122 route de Mulhouse 68540 Feldkirch
- Code AIOT : 0006702338
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation valorise des broyats de câbles électriques après séparation physique des différentes catégories de plastiques (PVC, élastomères, polyéthylène) et des métaux.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

Référence réglementaire

- Arrêté du 26 juin 2024 portant prescriptions complémentaires à la société LOCACIL située 122 route de Mulhouse à Feldkirch, de la réalisation d'un diagnostic complémentaire ;
- Arrêté codificatif n° 2008-120-11, daté du 29 avril 2008, portant au titre I^{er} du Livre V du Code de l'environnement, des prescriptions et prescriptions complémentaires applicables à la société ECOMIX à Feldkirch

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nettoyage des zones concernées par des dépôts – Eaux superficielles	AP de Mesures d'Urgence du 26/06/2024, article 2	Demande d'action corrective	15 jours
2	Nettoyage des zones concernées par des dépôts	AP de Mesures d'Urgence du 26/06/2024, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Nettoyage du réseau d'eaux pluviales	AP de Mesures d'Urgence du 26/06/2024, article 3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Mesures de limitation	AP de Mesures d'Urgence du 26/06/2024, article 4	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Diagnostic	AP de Mesures d'Urgence du 26/06/2024, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.3.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Surveillance du milieu	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Réseau de surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.5.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.5.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois après réalisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
11	Puits - protection des eaux souterraines	AP Complémentaire du 29/04/2008, article 18.4	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence de nombreuses non-conformités. Il a été constaté qu'à ce stade, l'exploitant n'a pas avancé de manière significative sur la réalisation des prescriptions relatives au diagnostic environnemental.

En outre, les mesures de prévention mises en œuvre pour limiter les émissions dans l'environnement sont encore incomplètes.

Enfin, le contrôle a mis en évidence de nouvelles non-conformités nécessitant la prescription de mesures d'urgence (dépôt de déchets contre et sur un ouvrage de prélèvement dans la nappe non protégé).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nettoyage des zones concernées par des dépôts – eaux superficielles

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 26/06/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage des zones concernées par des dépôts
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le ruisseau, à l'aval de ses installations, et dans les deux étangs situés à l'est de ses installations le long de la RD430 : <ul style="list-style-type: none"> • la mise en œuvre, sans délai, de mesures adaptées afin de prévenir la dispersion des particules plastiques présentes ; • la récupération des broyats plastiques, dans la mesure du possible ; <p>Ces interventions sont réalisées sous réserve de l'accord des propriétaires et selon des protocoles validés avec eux.</p> <p>[...]</p> <p>Un bilan des actions mises en œuvre est communiqué à l'Inspection des installations classées dans un délai d'un mois</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 13 août 2024, il avait été indiqué qu'aucun moyen n'avait été mis en œuvre au niveau des étangs afin de prévenir la dispersion des particules plastiques présentes vers l'aval, mais qu'en juin 2024, les pompiers avaient posé un boudin dans le ruisseau à l'aval immédiat du point de rejet des eaux pluviales de l'installation.</p> <p>Il avait été constaté qu'aucune démarche sérieuse n'avait été engagée par l'exploitant afin de se conformer à la prescription.</p>

Au cours du contrôle, l'exploitant a indiqué avoir sollicité la DDT le 10 octobre 2024 pour disposer d'éléments relatifs aux démarches administratives nécessaires, sans qu'il ait obtenu de réponse en retour.

Après vérification auprès de la DDT, il apparaît effectivement que des échanges sont en cours.

L'Inspection observe toutefois que depuis la notification de l'arrêté le 03 juillet 2024, l'exploitant n'a pas été proactif pour que la situation évolue rapidement.

Hors contrôle : la DDT a apporté une réponse à l'exploitant le 10 décembre 2024, précisant notamment que « *L'écoulement dans lequel se sont déversés les particules de plastiques n'est pas classé en cours d'eau. Aussi il correspond à un classement de type canal pour lequel la loi sur l'eau peut s'appliquer au regard de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement.*

[...] Vous trouverez ci-dessous l'arrêté de prescriptions générales relatif aux analyses de sédiments et les teneurs à prendre en compte :

Arrêté du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement - Légifrance ([legifrance.gouv.fr](https://www.legifrance.gouv.fr))

Il apparaît donc qu'en cas de nécessité de curage de cet écoulement, que des analyses de sédiments devront être réalisées en amont de tout dépôt de dossier. Ces analyses devront être réalisées a minima jusqu'à la zone de dépôt des particules de plastiques. Je vous invite également à réaliser ces analyses à l'amont du point de rejet de votre installation afin de disposer d'éléments de comparaison le cas échéant.

Concernant les plans d'eau, les travaux de retrait des particules plastiques peuvent être réalisés sans nécessité de déposer un dossier au titre de la loi sur l'eau s'il n'y a pas de vidange des plans d'eau. Cette condition est également applicable si les travaux projetés n'occasionnent pas d'agrandissement des plans d'eau existants. Si une vidange des plans d'eau devait être réalisée, celle-ci serait à réaliser selon les dispositions de l'arrêté de prescriptions générales relatifs à la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature :

Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement - Légifrance ([legifrance.gouv.fr](https://www.legifrance.gouv.fr))

[...] ».

Concernant les étangs, l'exploitant a présenté des échanges de courriels avec un interlocuteur de la Collectivité Européenne d'Alsace. A ce stade des échanges, il apparaît que la CEA souhaite que l'exploitant ait répondu aux demandes de l'Inspection en préalable.

Demande à formuler à l'exploitant :

Concernant le ruisseau, il appartient à l'exploitant d'engager les démarches nécessaires (dont les éventuelles procédures administratives nécessaires et la constitution des dossiers associés). Il lui appartient dans ce cadre de se rapprocher d'organismes compétents pour préparer les démarches nécessaires et les éventuels dossiers nécessaires.

Il est attendu que l'exploitant communique à l'Inspection, dans un délai de quinze jours, un échéancier des démarches à réaliser pour se conformer à la présente prescription.

A défaut, une mise en demeure sera proposée.

Préalablement à toute intervention, il convient que l'exploitant caractérise les sédiments, afin de les orienter vers une filière adaptée.

Les éléments de caractérisation seront communiqués à l'Inspection.

En outre, il s'assurera de faire réaliser les éventuels travaux nécessaires à une période adaptée par rapport aux contraintes relatives à la faune et à la flore.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Nettoyage des zones concernées par des dépôts

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 26/06/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage des zones concernées par des dépôts
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] ; • Dans les éventuelles zones voisines de l'installation ayant subi des dépôts de broyats plastiques par envol : <ul style="list-style-type: none"> • le nettoyage des éventuelles zones concernées, identifiées sur la base d'une enquête de voisinage. <p>Un bilan des actions mises en œuvre est communiqué à l'Inspection des installations classées dans un délai d'un mois</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 13 août 2024, il avait été indiqué qu'une aspiration des déchets présents sur les terrains voisins accessibles depuis le site avait été réalisée (il avait toutefois été constaté la présence de déchets sur les terrains voisins, notamment à l'ouest).</p> <p>Au cours de la visite, il a été constaté la présence de déchets plastiques à l'extérieur de l'installation dans les zones suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de part et d'autre de la piste cyclable située au nord de l'installation, notamment au niveau de la zone de stockage des déchets entrants ; • au niveau du stock principal, des déchets ont été déplacés et atteignent désormais la limite nord de l'installation. Il a été constaté que localement les déchets passent sous le filet et débordent à l'extérieur du périmètre de l'installation ; • sur le terrain voisin situé le long de la limite ouest (zone enherbée). Il a été constaté que le terrain a été décapé sur quelques mètres de largeur le long de la clôture, mais pas sur toute la longueur. L'exploitant n'a pas pu justifier si l'intervention a été réalisée avec l'accord du propriétaire des terrains. Des particules de plastiques sont encore présentes en quantité significative au niveau de la partie non équipée de filets anti-envol. <p>L'exploitant n'a pas justifié que les propriétaires des terrains correspondant aux zones précitées lui avaient interdit le nettoyage des zones concernées.</p> <p>En l'état, sous réserve de l'accord des propriétaires, rien n'interdit la réalisation des opérations de nettoyage prescrites.</p> <p>Aucun bilan des actions mises en œuvre n'a été communiqué à l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant :</p> <p>Concernant les zones exposées aux envols de déchets, il appartient à l'exploitant d'engager dans les meilleurs délais des actions auprès des propriétaires des terrains concernés afin de procéder au nettoyage des zones concernées.</p> <p>La liste des zones ci-dessus correspond aux zones visitées au cours du contrôle, mais elle ne présente pas un caractère exhaustif. Il appartient à l'exploitant de compléter le diagnostic.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Nettoyage du réseau d'eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 26/06/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage du réseau d'eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède, dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté, au curage et au nettoyage des réseaux d'évacuation des eaux pluviales de ses installations.</p> <p>Les effluents obtenus sont évacués vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet. Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 13 août 2024 que l'exploitant avait fait procéder à un nettoyage du réseau par la société ATIC (factures du 06 juin 2024 relative à un "forfait balayage de chantier + 4 siphons", ainsi que plusieurs factures pour des opérations de balayage et de curage pour des travaux réalisés le 07 et le 27 juin, ainsi que le 1^{er} juillet et du 08 au 22 juillet).</p> <p>Il avait toutefois été constaté au cours de ce contrôle que le réseau d'eaux pluviales était bouché et que des particules étaient encore présentes dans certaines parties du réseau (rigole située au sud de l'installation de tri, à l'arrière du local).</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a justifié de la réalisation d'un nettoyage par un prestataire le 18 novembre 2024, sans qu'il puisse être justifié des zones concernées.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la partie nord du réseau a fait l'objet d'un nettoyage. Il a toutefois été constaté que les eaux ne s'y écoulaient pas convenablement (niveau d'eau élevé dans les avaloirs).</p> <p>Par ailleurs, la rigole située au sud de l'installation de tri, à l'arrière du muret et des bâtiments était encore remplie de déchets plastiques (voir photos en annexe).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de s'assurer du nettoyage de l'intégralité de son réseau d'eaux pluviales, y compris la rigole située au sud.</p> <p>Il précisera, dans le même délai, les raisons des problèmes d'écoulement au niveau de la partie nord du réseau d'eaux pluviales.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délai : 1 mois

N° 4 : Mesures de limitation

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 26/06/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de limitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre, dans un délai de sept jours, les mesures suivantes :

- Les zones de ses installations où des particules plastiques sont susceptibles d'être répandues accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Le dimensionnement des dispositifs mis en œuvre est adapté à la nature des particules susceptibles de se disséminer dans l'environnement ;
- l'exploitant définit et met en œuvre une procédure de maintenance et nettoyage régulier de ces dispositifs. Les fréquences des opérations de maintenance/nettoyage sont déterminées à l'éclairage du dimensionnement des ouvrages et des flux de matières polluantes, et ne pourront être inférieures à 2 fois par an ;
- des dispositifs physiques adaptés (type filet/écrans) permettant la limitation des envols sont mis en place sur la périphérie du site dans les zones adaptées. Les mailles de ces éléments sont adaptées à la taille des particules plastiques à retenir sur site ;
- des procédures prévenant la dispersion des particules plastiques dans l'environnement sont rédigées et mises en œuvre par l'exploitant.

L'exploitant transmet sous 15 jours à l'Inspection le bilan des actions mises en œuvre

Constats :

Pour mémoire, au cours du contrôle du 13 août 2024, il avait été constaté la mise en place de plusieurs types de dispositifs :

- des filets sur certaines parties de la clôture du site. Il avait toutefois été constaté qu'ils ne recouvraient pas toutes les zones pertinentes (notamment au droit de la principale zone de stockage, ainsi qu'au sud de la limite ouest) ;
- 4 paniers de récupération au niveau des avaloirs présents à l'entrée de l'installation et à proximité du local administratif. Il avait toutefois été constaté qu'il n'existait pas de dispositif au niveau de la grille située sur l'aire de lavage et que le fond de l'un des filets était décroché.

Il avait également été constaté qu'il n'existait pas de procédures de maintenance et de nettoyage des dispositifs.

Il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place des dispositifs adaptés dans toutes les zones pertinentes et d'établir des consignes de nettoyage et de maintenance (cf rapport du 27 août 2024).

Filets anti-envol

Au cours du contrôle, il a été constaté que des filets complémentaires ont été posés sur la clôture nord longeant la piste cyclable, du stock principal de déchets jusqu'au tas de terre "Ecomix", puis le long de l'aire d'accueil des déchets entrants.

Du côté de l'entrée de l'installation, il a été constaté que le stock principal a en partie été retravaillé pour réduire sa hauteur, ce qui a conduit au dépôt de déchets à proximité de la clôture (au niveau de l'angle de la rue). Cette zone est dépourvue de filets. Il n'a toutefois pas été constaté la présence de déchets à l'extérieur à ce stade.

En partie ouest, il a été constaté que les filets n'ont toujours pas été posés jusqu'à la limite du périmètre de l'installation, alors que des déchets plastiques sont observables sur le terrain voisin de l'autre côté de la clôture.

Il a également été constaté que, de manière générale, les filets n'ont pas été posés jusqu'au sol. Ainsi, dans les zones où des déchets atteignent la limite de propriété, il a été constaté que des déchets passent sous les filets (voir photo en annexe).

Par ailleurs, les filets étant posés sur la hauteur de la clôture (hauteur d'homme), l'Inspection s'interroge sur l'efficacité du dispositif au regard de la hauteur des tas de déchets. Il ne pourra être jugé de leur efficacité que lorsque les terrains situés à l'extérieur auront été nettoyés.

Dispositifs de protection au niveau des avaloirs

Au cours du contrôle, il a été constaté que le filet dont la partie inférieure s'était décrochée en août a été remis en état. Toutefois, il a été constaté :

- la présence d'un avaloir supplémentaire non pourvu d'un dispositif de protection sur la voie de circulation située entre le local administratif et l'aire d'entreposage des déchets entrants (voir photo en annexe). Des déchets plastiques étaient présents dans l'ouvrage ;
- que la grille située au niveau de l'aire de lavage n'a pas été munie d'un dispositif de protection (voir photo en annexe) ;
- que la rigole au sud est équipée de plusieurs grilles dont le caractère adapté n'a pas été justifié (voir photo en annexe). En outre, compte tenu de leurs conditions d'implantation, leur efficacité ne peut pas être garantie.

Concernant la justification du dimensionnement du dispositif installé au niveau des avaloirs, par lettre du 18 septembre 2024, l'exploitant a indiqué que la taille de la maille des filets a été définie à partir de la taille moyenne des broyats entreposés sur le site (2,5 mm).

L'Inspection observe toutefois que le dispositif doit être adapté pour retenir toutes les particules et pas uniquement la fraction moyenne.

Il est rappelé que, dans le rapport du 27 août 2024, il était demandé à l'exploitant « *de justifier du caractère adapté des dispositifs mis en place. Il transmettra à cet effet tous les éléments de caractérisation des déchets nécessaires et justifiera de l'adéquation des dispositifs mis en place compte tenu de leurs caractéristiques* ».

Ces éléments n'ont pas été communiqués à ce stade.

Barrière anti-dispersion

Il a été constaté que l'exploitant a fait installer des planches en bois entre une partie du stock principal de déchets et le ruisseau (en limite est du périmètre, voir photo en annexe).

L'Inspection considère toutefois que le dimensionnement du dispositif est dérisoire au regard des dimensions du stockage. En effet, sa hauteur est très limitée et elle ne couvre pas tout le linéaire exposé du ruisseau.

L'Inspection ne s'est toutefois pas rendue dans la zone située entre le stock de déchets et le dispositif, celle-ci n'étant pas aisément accessible, et n'a de ce fait pas pu vérifier si des déchets étaient retenus par le dispositif.

Procédures

Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté une procédure relative au nettoyage des dispositifs mis en place au niveau des avaloirs. Il a été vérifié auprès d'un des deux agents d'exploitation qu'il avait connaissance de l'existence de cette procédure. Sa mise en œuvre par les agents d'exploitation n'a pas été testée.

Il apparaît que la seconde étape de la procédure (après le retrait de la grille de l'avaloir) est « sortir le filtre en le tirant doucement par les ancrs ». L'Inspection observe que la procédure ne prévoit pas de nettoyage préalable du pourtour, or dans ces conditions des particules présentes sur le bord sont susceptibles de tomber dans l'avaloir.

En outre, le document ne précise pas la fréquence des nettoyages. L'exploitant a indiqué qu'un nettoyage est réalisé après chaque épisode pluvieux, ce qui a été confirmé par un agent d'exploitation.

Il n'existe pas de procédure relative aux autres dispositifs mis en œuvre (autant pour les modalités d'entretien que pour les fréquences associées) et, de manière générale, à l'exception d'un document relatif au lavage des roues des camions, il n'existe pas de procédure prévenant la dispersion des particules plastiques dans l'environnement (ex : nettoyage et entretien de l'installation : modalités et fréquences ; modalités d'entreposage des déchets, consignes d'exploitation, ...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de mise en demeure

Il appartient à l'exploitant de compléter les dispositifs mis en œuvre dans l'ensemble des zones le nécessitant. Les zones précisées dans le constat ci-dessus constituent un minimum, mais il appartient à l'exploitant de s'assurer que l'ensemble des zones pertinentes sont équipées, la visite de l'installation n'ayant pas été exhaustive.

Concernant les filets anti-envol, il convient que les dispositifs soient installés jusqu'au sol.

Concernant la barrière installée entre le stock principal et le ruisseau, il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre un dispositif adapté sur tout le linéaire exposé.

De plus, il convient que l'exploitant établisse des procédures prévenant la dispersion des particules plastiques dans l'environnement (ex : nettoyage et entretien de l'installation : modalités et fréquences ; modalités d'entreposage des déchets ; nettoyage et entretien des dispositifs de prévention : modalités, fréquence ; consignes d'exploitation, ...)

Demande d'action corrective

Pour la procédure relative aux filets mis en place au niveau des avaloirs, il convient que l'exploitant y précise les fréquences d'entretien et qu'il prenne en compte l'observation mentionnée dans le constat ci-dessus.

Demande de justificatif

Par ailleurs, concernant les filets mis en place au niveau des avaloirs d'eaux pluviales, il convient que l'exploitant communique les justificatifs attendus dans un délai d'une semaine (éléments de caractérisation des déchets, caractéristiques techniques des dispositifs).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Diagnostic

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 26/06/2024, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions des articles 4 et suivants du présent arrêté, l'exploitant fait procéder à un diagnostic de l'incidence de son exploitation dans l'environnement de ses installations, ainsi que dans les cours d'eau et étangs situés à l'aval de son point de rejet des eaux pluviales selon une méthodologie qu'il détermine et formalise. La méthodologie mise en œuvre s'appuie sur les référentiels reconnus en vigueur.

Elle comprend a minima :

- le recensement de l'ensemble des matières / substances susceptibles d'être rejetées dans l'environnement par ses installations et les voies de dispersion pertinentes dans chaque cas ;
- l'identification des zones de dépôt potentielles sur la base d'une analyse des risques.

La méthodologie, les éléments issus des points précités et les résultats sont précisés dans un rapport. Ce rapport est communiqué à l'Inspection des installations classées dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les éléments issus de ce diagnostic doivent mener l'exploitant (le cas échéant) à renforcer le programme de surveillance tel que défini dans les articles 4 et suivants du présent arrêté.

Le cas échéant, des nettoyages complémentaires des broyats plastiques sont réalisés si des zones

pertinentes sont identifiées dans le diagnostic
<p>Constats :</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté le document « ODE01229724-D2 accompagnement recyclage PVC ».</p> <p>Ce document, qui avait pour objectif de caractériser la qualité du gisement (taux de PVC, polyéthylène et d'élastomère après tri, caractéristiques mécaniques, recherche de retardateurs de flammes bromés) ne permet pas de recenser l'ensemble des matières / substances susceptibles d'être rejetées dans l'environnement. En particulier, il ne justifie pas de l'absence de métaux ou d'autres substances indésirables dans les déchets.</p> <p>En outre, l'exploitant n'a réalisé aucune analyse des risques afin d'identifier les zones de dépôts potentielles. L'étendue des zones de dépôt n'a pas été déterminée, autant dans les eaux superficielles que sur les terrains voisins. Celle-ci devra être précisée dans le cadre de ce diagnostic (zones de dépôts par envol, linéaire de cours d'eau / étangs impactés au regard de la distance de dissémination des déchets, ...). Des investigations seront nécessaires en ce sens.</p> <p>Le diagnostic attendu n'a pas été réalisé.</p> <p>Au cours de la visite, des déchets plastiques ont été observés à l'extérieur de l'installation (cf constat précédent).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.3.2					
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux					
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(article complété par l'article 6 de l'arrêté du 26 juin 2024)</p> <p><i>L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après sur l'ensemble des points de rejets en eaux pluviales de son site :</i></p> <table border="1"> <tr> <th><i>Paramètres à analyser</i></th><th><i>Programme d'autosurveillance</i></th></tr> <tr> <td><i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i></td><td><i>1 fois par mois pendant 6 mois</i></td></tr> </table> <p><i>La liste des substances recherchées peut être adaptée si les résultats des trois premières campagnes d'analyse ne mettent pas en évidence la présence de certaines substances.</i></p> <p><i>Le cas échéant, l'exploitant le justifie et en informe l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement</i></p>		<i>Paramètres à analyser</i>	<i>Programme d'autosurveillance</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>1 fois par mois pendant 6 mois</i>
<i>Paramètres à analyser</i>	<i>Programme d'autosurveillance</i>				
<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>1 fois par mois pendant 6 mois</i>				
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 13 août 2024, l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser des prélèvements en juin 2024, sans que les résultats n'aient pu être présentés. Toutefois, les analyses n'avaient pas porté sur les paramètres complémentaires prévus par l'arrêté du 26 juin 2024.</p> <p>Il a été indiqué que des prélèvements ont été réalisés fin septembre / début octobre.</p> <p>L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de le justifier.</p>					

<p>Par courriel du 06 décembre, l'exploitant a communiqué un courriel de l'organisme de contrôle relatif aux prélèvements réalisés. Il s'avère qu'ils concernent en fait des prélèvements dans le cours d'eau en amont et en aval.</p> <p>Une offre d'un organisme de contrôle relatif à la réalisation d'un ensemble de prélèvements a été présentée, sans qu'il soit justifié d'une commande. L'exploitant a indiqué ne pas disposer des liquidités nécessaires à ce stade.</p> <p>Par ailleurs, dans le rapport du 27 août 2024, il était attiré l'attention de l'exploitant sur la présence de drains en limite est à proximité du stock principal : <i>« L'Inspection a été informée par la gendarmerie de la présence de deux drains sous le stock de déchets est. Ils n'ont pas été aperçus au cours du contrôle. Il est demandé à l'exploitant de les identifier et d'évaluer la nécessité d'y mettre en place des dispositifs adaptés. L'exploitant informera l'Inspection des conclusions de ses investigations dans un délai de sept jours ».</i></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser l'origine et la fonction de ces drains.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant</p> <p>Si les drains présents à l'est de l'installation sont susceptibles de rejeter des eaux pluviales, il convient qu'une surveillance soit également réalisée au niveau de ces émissaires.</p> <p>Il est attendu que l'exploitant justifie l'origine et la fonction de ces drains dans un délai d'un mois. Le cas échéant, des mesures de limitation seront mises en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Surveillance du milieu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.5.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du milieu		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(article complété par l'article 7 de l'arrêté du 26 juin 2024)</p> <p><i>L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après sur les secteurs environnementaux listés ci-après.</i></p>		
Zone d'investigation	Paramètres à analyser	Programme d'autosurveillance
<i>Dans le cours d'eau, à l'aval immédiat de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>1 fois par mois pendant 2 mois</i>
<i>Dans les sédiments situés à l'aval de la zone de mélange des rejets en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>3 mesures réalisées à l'aval immédiat et dans chacun des étangs situés à l'est de la RD430</i>
<i>Dans les sédiments, à l'amont du point de rejet en eaux pluviales du site</i>	<i>Listes et modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3</i>	<i>Une mesure réalisée à l'amont du point de rejet des eaux pluviales</i>

<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 13 août 2024, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas engagé de démarches pour la réalisation de ces analyses.</p> <p>L'exploitant a présenté un devis du 05 juillet 2024 pour la réalisation de ces analyses, tout en expliquant qu'il n'avait actuellement pas les liquidités pour procéder aux analyses nécessaires.</p> <p>Par courriel du 06 décembre, l'exploitant a communiqué un document de l'organisme de contrôle justifiant de la réalisation de prélèvements dans le cours d'eau en amont et en aval du point de rejet le 26 septembre 2024. Les résultats n'étaient pas disponibles (sauf pour le Cu, le Hg et la minéralisation). Seuls ces prélèvements ont été réalisés.</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a interrogé l'Inspection sur la pertinence de faire réaliser ces analyses alors que l'installation est à l'arrêt.</p> <p>A cet égard, l'Inspection rappelle que les eaux industrielles ne sont pas censées rejoindre le milieu naturel. Les principales voies de dispersion dans les eaux superficielles sont donc les stockages de déchets et les zones imperméabilisées sur lesquelles ruissellent les eaux pluviales. L'arrêt de l'installation ne permet pas de justifier l'absence de réalisation des analyses.</p> <p>Concernant les prélèvements dans le cours d'eau, l'Inspection attire toutefois l'attention de l'exploitant sur le fait que ces prélèvements sont à réaliser en période de pluie, sans quoi, ils présentent peu d'intérêt en l'absence de rejets aqueux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant</p> <p>Pour la seconde campagne de mesure dans le cours d'eau, il appartient à l'exploitant de faire réaliser les prélèvements par temps de pluie, les eaux pluviales étant les seuls rejets autorisés de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.5.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p><i>Le réseau de surveillance est justifié sur la base d'éléments hydrogéologiques. Les justifications sont communiquées à l'Inspection des installations classées dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.</i></p> <p><i>Le cas échéant, les ouvrages supplémentaires nécessaires sont réalisés dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.</i></p> <p><i>La création de tout nouveau piézomètre, fait l'objet d'une information préalable du préfet avec tous les éléments d'appréciation</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 13 août 2024 que l'exploitant n'avait pas communiqué à l'Inspection les justifications associées au réseau de surveillance mis en œuvre, mais qu'en tout état de cause, le nombre d'ouvrages de surveillance suivis et leur positionnement était inadapté (absence de piézomètres à l'aval).</p>

L'exploitant a présenté un devis comprenant la réalisation d'une étude hydrogéologique, ainsi que l'installation de trois ouvrages de surveillance. Le document présenté indique que « la pose de 3 piézomètres entre 10 et 12 m semble être nécessaire suite aux remontées terrain de [XXX] sur l'état des puits existants utilisés dans le cadre du suivi "eaux souterraines" ».

Il a été constaté que le réseau de surveillance présent n'a pas été complété et que l'exploitant ne dispose pas de justifications relatives au réseau de surveillance nécessaire.

L'exploitant a indiqué disposer d'une étude hydrogéologique réalisée pour Ecomix sur laquelle il envisage de s'appuyer.

En l'état, l'exploitant n'a pas présenté d'éléments justifiant le réseau à mettre en place (sources de pollution, positionnement des ouvrages de surveillances, caractéristiques des ouvrages - profondeur crépînée, ...) et aucun ouvrage supplémentaire n'a été aménagé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que les ouvrages de surveillance relèvent de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature loi sur l'eau.

La création d'un nouvel ouvrage nécessitera en préalable la communication d'un porter à connaissance au préfet avec tous les éléments d'appréciation

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.5.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillanec des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

(article complété par l'article 8 de l'arrêté du 26 juin 2024)

« L'exploitant met en œuvre le plan de surveillance défini ci-après, dans un réseau de surveillance à définir constitué d'au moins un piézomètre amont et de deux piézomètres situés à l'aval des zones d'entreposage de déchets) :

Nom usuel	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Paramètres à analyser	Programme d'autosurveillanc e
P1		Amont	Listeset modalités définies en annexe I du présent arrêté complétée selon les modalités de l'article 3	1 fois en période de basses eaux, puis une fois en période de hautes eaux

[...]

Constats :

En l'absence de réseau adapté, la surveillance des eaux souterraines n'a pas été mise en œuvre telle que prévu.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois après la réalisation des ouvrages de surveillance nécessaires

N° 10 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : [...] Un schéma de tous les réseaux positionnant les points de rejet et les points de prélèvement et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Pour mémoire, à la suite du contrôle du 13 août 2024, il a été demandé à l'exploitant de communiquer un plan des réseaux à l'inspection (cf rapport du 27 août 2024, délai de sept jours). Le plan des réseaux n'a pas été communiqué. Au cours du contrôle, l'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas de ce plan et que l'intervention d'une société spécialisée serait nécessaire pour l'établir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Puits - protection des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2008, article 18.4
Thème(s) : Risques chroniques, Puits - protection des eaux souterraines
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. [...]
Constats : Un puits est situé à proximité du stock principal de déchets (puits aval, BSS 413-1-564 selon l'ancien référentiel). Au cours du contrôle, il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none"> • ce puits est ouvert et ne comporte pas de dispositif de protection (voir photo en annexe) ; • les déchets ont été stockés contre le puits et sur l'ouvrage à une hauteur telle qu'ils sont susceptibles de s'écouler dans le puits (voir photo en annexe). Compte tenu de ces éléments, il est proposé de prescrire les mesures d'urgence suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • déplacement des déchets susceptibles de tomber dans le puits sous deux jours ; • déplacement des déchets à une distance adaptée de l'ouvrage, et au minimum de

- 5 mètres, sous quinze jours ;
nettoyage de l'intérieur de l'ouvrage et retrait de tous les déchets susceptibles de s'y être déversés sous 3 semaines. Dans ce cadre, l'exploitant joindra une attestation et des photos justifiant de l'opération réalisée. Les eaux pompées et les déchets seront évacués dans une filière adaptée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de mettre en place un dispositif de protection interdisant tout risque de déversement de substance polluante dans l'ouvrage. Celui-ci devra être verrouillé.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place le dispositif avant le déplacement des déchets présents à proximité de l'ouvrage.

L'exploitant est également invité à s'assurer que les autres ouvrages du même type présents dans le périmètre de l'installation ne font pas l'objet des mêmes anomalies.

Il lui appartient de procéder à un diagnostic sur les autres ouvrages et, le cas échéant, de procéder aux interventions nécessaires.

Il informera l'Inspection des éventuelles démarches engagées en ce sens dans un délai de quinze jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence

Proposition de délais : 2, 15, 21 jours.